

44 p. 100 de la population du monde en développement dans sa totalité. Quatre-vingts p. 100 des indigents de la planète, dont le revenu annuel est inférieur à 200 dollars - la pauvreté absolue survient - il n'y a pas d'autre mot - au sein du Commonwealth. A l'évidence, nous tous des pays développés, du Commonwealth et d'ailleurs, devons être prêts à faire notre devoir pour renverser la tendance à la disparité économique dans le monde. A moins de passer rapidement des débats vigoureux aux mesures concrètes, l'insécurité économique risque de devenir perpétuelle et la violence, les affrontements et les conflits inévitables.

Nous avons les ressources pour ce faire; il faut maintenant les rassembler avec efficacité. Mettre la multitude à l'abri de la privation et du désespoir oppressants, tel est le but pour lequel nous devons oeuvrer ensemble si nous ne voulons pas mettre en danger la sécurité de tous.

Chacun de nous doit reconnaître l'importance de pousser de façon constructive le dialogue entre pays développés et en développement. Cette réalité a servi de point de départ aux discussions de Londres sur les questions soulevées par la situation économique mondiale. Il va sans dire que ce dialogue n'est qu'un pas dans ce qui est une très longue marche, mais il compte beaucoup et nous pouvons en tirer une certaine satisfaction.

En toute sincérité, nous pouvons affirmer que grâce aux contacts officiels et autres et grâce aux travaux du groupe MacIntyre, la contribution du Commonwealth à ce dialogue a été positive.

Des mesures concrètes ont été prises depuis la rencontre des chefs de gouvernement en Jamaïque en 1975: le Cinquième Fonds de reconstitution de plus de 8 milliards de dollars et l'objectif réussi d'un milliard de dollars pour la création du Fonds international de développement agricole. Dans d'autres secteurs, un train de réformes du Fonds monétaire international a été approuvé en Jamaïque l'année dernière et leur application est en passe d'être réalisée. La poursuite des consultations sur l'énergie entre pays industrialisés, en développement et de l'OPEP devrait approfondir, à notre avantage mutuel, notre compréhension de la façon de collaborer.

Tout récemment, la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI) a convenu de mesures positives pour favoriser le développement économique: un programme spécial d'action destiné à aider les pays en développement les plus pauvres - avalisation d'une réserve d'urgence de céréales - et accord sur l'opportunité d'un fonds commun propre à stabiliser le prix des matières premières. Dans chaque cas, il s'agit de mesures précises dans la bonne direction. Je pourrais aussi mentionner l'apport du Canada à ce programme spécial d'action, c'est-à-dire notre radiation des prêts d'aide au développement aux pays les moins développés, ce qui couvre des prêts de plus de 160 millions accordés aux pays du Commonwealth en Asie et en Afrique.